

BULLETIN D'INFORMATION SUR LA POPULATION DE MADAGASCAR



Numéro 12 – Janvier 2006

Migrations et développement

La question des migrations internes à Madagascar est mal connue : on sait peu de choses sur la fréquence, sur les causes et les conséquences des migrations. Il faut dire que c'est un phénomène relativement difficile à observer. On manque de sources de données. Certes, les recensements permettent d'une part de mesurer la proportion des individus qui résident dans un « fivondronana » (district) différent de celui de leur naissance, d'autre part d'observer les changements de résidence entre deux recensements mais ils ne disent rien sur le contexte de ces migrations. Une enquête menée dans le cadre du DEA « Population et développement » (Institut Catholique de Madagascar) a permis d'explorer certains aspects du contexte migratoire à Madagascar.

Le recensement de 1993 montrait par exemple que 16% des malgaches vivaient hors de leur *fivondronana* de naissance, mais il ne dit rien sur les nombreuses migrations temporaires, liées notamment aux activités économiques.

Afin de mieux comprendre les motivations réelles des migrants et de saisir quelles sont les conséquences de ces migrations sur les villages d'origine, une enquête a été menée dans la commune rurale de Sandrandahy, située à une vingtaine de kilomètres de la ville d'Ambositra, dans la province de Fianarantsoa. C'est un village *betsileo*. Les *Betsileo* sont un peuple réputé pour être des migrants. En 1930, 27% des *Betsileo* vivaient déjà de manière permanente en dehors de leur province d'origine. Aujourd'hui encore, le peuple *Betsileo* montre une très forte propension à migrer.

Une série de 50 entretiens, effectués en octobre 2005 auprès de migrants originaires de la commune et de membres de la famille de personnes migrantes, permet de synthétiser les principales causes de ce phénomène, mais également de déterminer les différents profils migratoires existants, et d'analyser les effets de cette forte propension à migrer sur l'économie de la zone d'origine.

La cause de départ la plus fréquemment évoquée est l'absence d'activités économiques au sein du village. La population active doit chercher du travail dans des zones économiquement plus dynamiques. En effet, à Sandrandahy, les activités sont essentiellement tournées vers l'agriculture. Cette commune est complètement isolée du point de vue économique. Aucune industrie n'y est implantée et la région ne possède ni site touristique ni richesses minières. Par ailleurs, l'agriculture, pilier de l'économie, est confrontée à de graves problèmes structurels. Le plateau *Betsileo* est très accidenté et les rizières sont étroites. Les superficies cultivables ne représentent que 5% de l'étendue totale de la commune.

L'insuffisance des superficies de terres cultivables, à l'origine de la faible production agricole, est citée comme la seconde cause des départs et l'infertilité des terres vient en troisième position. La production agricole locale est très faible et insuffisante pour nourrir les habitants, ce qui incite une partie importante de la population active à chercher un meilleur revenu en dehors de la commune.

Liée à cette insuffisance des parcelles cultivées et à la faible productivité des terres, l'accroissement de la population est également évoqué par les migrants. La population augmente alors

que la surface de terre disponible stagne. Il existe ainsi une disproportion grandissante entre les besoins de la population et les ressources disponibles, ce qui pousse les individus à se déplacer.

En dehors de ces motifs, liés principalement à la subsistance, et qui peuvent ainsi être classés sous le terme de « motifs économiques », d'autres causes incitent également les migrants à quitter leur village d'origine.

Un autre aspect important des causes des migrations à Sandrandahy et dans la région du Betsileo en général est la pression sociale. Du fait de l'existence d'une certaine rivalité sociale entre les familles, chaque foyer se doit d'afficher certains signes de richesse afin de maintenir son rang au sein de la société. La possession de bovidés, d'une grande maison, de postes de radio à la mode, et aussi et surtout l'organisation périodique de fastueuses cérémonies d'exhumation, sont des exigences sociales, pour lesquelles les familles se font concurrence. De la même manière, les devoirs sociaux ou « adidy » réalisés auprès de la communauté à chaque événement, heureux ou malheureux, sont une véritable obligation en pays betsileo, et une participation en nature ou en argent est requise à chaque fois. La recherche d'argent pour accomplir ce devoir social, pour ne pas perdre la face et répondre à l'attente de la communauté est ainsi un facteur de migration. Beaucoup partent en migration afin de pouvoir mener une vie sociale « normale » à leur retour.

Les études sont également un motif non négligeable de départ. En raison de l'absence d'une offre de formation complète à Sandrandahy, celle-ci y étant limitée au premier cycle du secondaire, nombreux sont les jeunes qui partent poursuivre leurs études dans les villes voisines. Généralement, ces jeunes qui partent étudier construisent leur vie professionnelle sur les lieux de leurs études, du fait de l'inexistence d'emplois qualifiés dans leur village d'origine.

La mobilité concerne surtout la part active de la population. La question des effets de cette forte migration sur l'économie de la zone d'origine se pose. La migration est-elle source de distorsions pour l'économie locale ou au contraire exerce-t-elle un effet de levier pour le développement de la commune ?

Il est certain que les apports positifs des migrations sur la commune d'origine existent. On

Guilmoto C.Z. et Sandron F., 2003, *Migration et développement*, Documentation française, Collection Etudes, 142 p., Paris.

Cet ouvrage a pour originalité de s'intéresser à la genèse et aux mécanismes de la migration dans les pays de départ plutôt qu'à ses impacts sur les pays d'arrivée. C'est donc le point de vue des pays du Sud qui est privilégié puisque la grande majorité des migrations dans le monde sont le fait des ressortissants des pays en développement. Bien que les déplacements de population les plus visibles sur la scène internationale soient ceux des pays du Sud vers les pays du Nord, les migrations les plus massives concernent avant tout les ruraux qui s'installent dans les villes au sein d'un même pays.

Après avoir quantifié les migrations internes et internationales et proposé un schéma de classification des profils migratoires, l'ouvrage met l'accent sur l'importance des réseaux sociaux dans la réussite du projet migratoire. En effet, il est montré que dans un contexte de fermeture des frontières, la migration devient de plus en plus organisée et qu'un individu isolé a les plus grandes peines à trouver l'argent, les papiers, un logement ou un travail sur les lieux de sa nouvelle installation. C'est pourquoi les communautés se regroupent le plus souvent pour s'entraider.

A la question de savoir si la migration peut aider ou non au développement de la zone de départ grâce à l'envoi d'argent des migrants, il est clairement répondu qu'elle ne peut avoir qu'un effet d'entraînement ou d'accompagnement avec d'autres initiatives locales et qu'elle ne peut constituer la seule solution au problème du développement.

peut citer l'accroissement de la possibilité d'épargne pour les migrants, résultant de revenus beaucoup plus importants à destination et également les actions des associations de migrants, qui contribuent annuellement à de nombreuses actions sociales, comme les réhabilitations de bâtiments scolaires ou la dotation en matériel médical. Mais le point le plus important est l'existence de transferts monétaires effectués par les migrants au bénéfice de leur famille

restée au village. Les montants sont variables et les fréquences d'envoi irrégulières, mais la somme de ces envois constitue un capital non négligeable, qui est susceptible d'être utilisé de manière productive pour lutter contre la pauvreté au village.

Paradoxalement, c'est l'utilisation même de ces transferts effectués par les migrants qui limite leur action sur la réduction de la pauvreté dans la commune. En effet, une grande part des sommes d'argent reçues est affectée à des dépenses pouvant être qualifiées d'improductives, telles l'alimentation, l'entretien des parents et des enfants, ainsi que les charges sociales. Presque un tiers des interviewés consacrent les sommes reçues aux divers devoirs sociaux, et seulement 2 migrants sur 50 les dépensent pour des outils de production ou de nouvelles rizières.

Par ailleurs, on constate un ralentissement de l'activité économique du fait du départ de l'essentiel de la main-d'œuvre, de la fuite des capi-

taux, emportés par les migrants et également de celle des lettrés qui partent exercer un emploi correspondant à leurs qualifications en dehors de la commune. On observe un glissement du système vers une « économie de rente », les habitants cessant progressivement leurs activités et commençant à vivre d'un revenu dont l'origine n'est pas le travail local, mais celui des migrants.

Ainsi, à la question « les migrations sont-elles favorables ou non au développement de la zone d'origine ? », la réponse doit être nuancée. De façon générale, la mobilité des habitants crée des difficultés plus grandes encore pour l'économie avec le ralentissement des activités locales. Néanmoins, les migrations par l'intermédiaire des transferts monétaires permettent la survie des habitants qui restent au village, et contribuent, par l'amélioration du quotidien des familles, à la notion parfois contestée de développement humain.

Ando Rakotonarivo

Références

- Decary R., Castel R., 1951, *Modalités et conséquences des migrations intérieures récentes des populations malgaches*, Imprimerie officielle, Tananarive, 48p.
- Deschamps H., 1959, *Les migrations intérieures à Madagascar*, Ed Berger Levrault, Paris, 283p.
- Grandidier A., 1875, *Ethnographie de Madagascar*, Imprimerie nationale, Tananarive, 290p.
- INSTAT, 2001, *Inventaire des Fivondronana*, Institut National de la Statistique.
- MAEP, 2003, « Monographie de la région d'Amoron'i Mania », Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche, p.10-87.
- Rakotonarivo A., 2005, *Migration et développement en région betsileo : le cas de la Sandrandahy*, Mémoire de DEA, Université catholique de Madagascar, 78p.



Pour en savoir plus sur les migrations

Quelques revues s'intéressent spécifiquement aux questions de migrations. La revue *Hommes et Migrations* présente des dossiers et des articles sur la migration en France. La *Revue Européenne des Migrations Internationales* est la principale revue universitaire française sur les migrations dans le monde. Enfin, *l'International Migration Review* est une importante revue de recherche sur les migrations dans le monde.

Voici ci-dessous une liste de sites internet proposant des données et des informations sur le sujet:

Bureau international du travail
Direction de la population et des migrations
Eurostat

<http://www.ilo.org/>
<http://www.sante.gouv.fr>
<http://europa.eu.int/comm/eurostat/>

Fonds des Nations Unies pour la Population <http://www.unfpa.org/>
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés <http://www.unhcr.ch/>
Institut national de la statistique et des études économiques <http://www.insee.fr>
Organisation de coopération et de développement économique <http://www.oecd.org/>
Organisation internationale des migrations <http://www.iom.int/>
Nations Unies
 Division de la population <http://www.un.org/esa/population/unpop.htm>
 Portail sur la population <http://www.un.org/popin/>
 Statistiques sur les migrations <http://unstats.un.org/unsd/demographic/migration/index.htm>

Office des migrations internationales <http://www.omi.social.fr/>

Sites de nouvelles sur les migrations internationales

<http://migration.ucdavis.edu/mn/index.html>
<http://www.migrationinformation.org/>



Recherche en cours sur Madagascar

En 2004, Haja Harivola Ramialiharimanga a soutenu un mémoire de fin d'études à l'Ecole de Service Social sur l'insertion des jeunes migrants dans les sites d'Ambararatabe et d'Ambatofotsy (région de Tsiroanomandidy). Ce mémoire présente les résultats d'une enquête menée par l'auteur auprès de jeunes hommes et femmes qui ont bénéficié du Projet Jeunes Entrepreneurs Ruraux (PROJER). Ce projet organise la migration de jeunes qualifiés sans emploi qui souhaitent devenir agriculteurs. Il leur offre une formation de 8 mois, des terres et facilite leur accès aux facteurs de production (semences, intrants, matériel). La recherche de H. Ramialiharimanga permet de comprendre les motivations de ces jeunes exploitants agricoles et les difficultés rencontrées dans leur installation en zone rurale.

La majorité des migrants enquêtés sont originaires du milieu urbain et particulièrement d'Antananarivo et comme l'exigeait le PROJER, ils sont titulaires du Baccalauréat à l'exception d'un seul migrant. La très large majorité était sans emploi avant d'adhérer au projet. En revanche, très peu avait des connaissances en terme d'agriculture. La recherche menée dans la région de Tsiroanomandidy montre qu'environ la moitié de ces jeunes migrants échouent dans leur projet de s'installer comme exploitant agricole dans les 4 premières années et cela malgré l'aide apportée par PROJER. On peut identifier différents obstacles. Tout d'abord, ces jeunes avaient peu d'expérience de la vie en zone rurale : le manque d'infrastructure (sanitaire, scolaire,...), l'isolement (peu de voies de communication), l'insécurité (Tsiroanomandidy est une région où les Dalaho sévissent) rendent les conditions de vie particulièrement difficiles. Ensuite l'intégration sociale de ces migrants est complexe. La population originaire de la région ne voit pas toujours d'un bon œil l'arrivée de ces migrants. Les nouveaux venus développent des stratégies pour tenter de s'intégrer (prêt de leur matériel agricole aux autres paysans, inscription dans les associations locales, etc.). De même, des problèmes liés à l'insécurité foncière subsistent. Les terres attribuées aux nouveaux arrivants appartiennent à l'Etat mais leur propriété est quelquefois revendiquée par les populations locales qui les mettent en valeur de façon plus ou moins irrégulière. Enfin, le manque d'expérience des jeunes en terme d'agriculture est un facteur important d'échec. La formation d'à peine une année n'est pas suffisante pour tous et l'encadrement technique sur place ne répond pas toujours à leur besoin.

Le travail de recherche de Haja Harivola Ramialiharimanga permet de faire un bon diagnostic des facteurs d'échec ou de succès des migrations des jeunes des villes vers les zones peu densément peuplées, à fort potentiel agricole à Madagascar.

On parle de Madagascar

- Les « Travaux et Documents » du programme 4D (Dynamiques démographiques et développement durable dans les Hautes-Terres malgaches) sont disponibles en ligne. Ils présentent des résultats des recherches menées dans le cadre de ce programme.

<http://www.ird.mg/4d>

- Le Secrétariat National à l'Autopromotion et au Développement (SNAD) et le PNUD ont réalisé en 2000 un inventaire des enquêtes et études sur la question de la pauvreté à Madagascar. Plus de 65 enquêtes et études sont décrites dans ce document. Il est consultable sur le site suivant :

http://www.snu.mg/new/sites/pnud/article.php?article_id=74

- *Tsingy* est la revue de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie de Madagascar nouvellement créée. Deux numéros sont déjà sortis (mars et septembre 2005). Pour tout renseignement ou proposition d'article, vous pouvez contacter Frédéric Garan : garan.frederic@wanadoo.fr



Se documenter sur la population à Madagascar

- La division de la population des Nations-Unies met en ligne le manuel technique "Manuel X: Indirect Techniques for Demographic Estimation". C'est un manuel d'aide aux démographes et experts en matière de population qui veulent estimer des paramètres démographiques (mortalité, fécondité, taille et croissance de la population, composition par âge, etc.) dans des pays où les données sont incomplètes ou déficientes.

<http://www.unpopulation.org>

- La revue *Reproductive Health* est une revue intégralement disponible en ligne. Les articles traitent de tous les aspects concernant la santé reproductive, que ce soit des études sociales, de genre, les études relevant de l'offre de services ou d'IEC.

Citons comme exemple de publications récentes:

- Goldman L.A., Garcia S.G., Diaz J. et Yam E.A., 2005, "Brazilian obstetrician-gynecologists and abortion: a survey of knowledge, opinions and practices", *Reproductive Health*, n° 2

<http://www.reproductive-health-journal.com/content/2/1/10>

- Oladapo O.T., Sule-Odu A.O., Olatunji A.O. et Daniel O.J., 2005, « Near-miss obstetric events and maternal deaths in Sagamu, Nigeria: a retrospective study », *Reproductive Health*, n° 2

<http://www.reproductive-health-journal.com/content/2/1/9>

- Le Population Reference Bureau vient de mettre en ligne la quatrième édition de son rapport sur *Les femmes de notre monde 2005*. On y trouve de nombreuses informations sur la condition féminine et les progrès accomplis dans les domaines de la santé de la reproduction, l'éducation, la vie professionnelle et la vie publique.

http://www.prb.org/pdf05/WomenOfWorld05_FR.pdf

On peut aussi consulter un rapport de l'OCDE 2004 sur la condition des femmes en Inde et en Tunisie.

<http://www.oecd.org/dataoecd/41/48/33645983.pdf>

Evénements

- Deux soutenances de thèse sur les migrations ont eu lieu fin 2005 à Paris.

Le 29 novembre 2005, Ceydric Martin a soutenu sa thèse sur « Complexe migratoire et distribution spatiale de la population dans le Sud bolivien », à l'Université Paris 5. Discipline : Démographie. Directeur de thèse : M. Hervé Domenach

Le 7 décembre 2005, Valeria López Gareri a soutenu sa thèse sur « Migration, développement durable et environnement. Les tarijeños en Bolivie et à Córdoba (Argentine) » à l'Université de Paris X-Nanterre. Discipline : Démographie. Directeur de thèse : Mme. Maria Eugenia Cosio-Zavala

- Du 24 au 27 juillet 2006 est organisé à Dakar (Sénégal) un symposium international sur “ Stratégies de populations et stratégies de développement: convergences ou divergences?”. Il a pour objectif de s'interroger sur la cohérence entre les logiques institutionnelles et les logiques sociales des populations.

Trois sessions sont organisées:

- stratégies transnationales en Afrique: logiques territoriales étatiques versus logiques populaires;
- intégration des questions de population dans les stratégies de lutte contre la pauvreté;
- promotion sociale des jeunes

- La revue *Afrique Contemporaine* lance un appel à contribution pour un numéro spécial sur « Gouvernance, démocratie et opinion publique en Afrique ».

Face à l'échec récurrent des politiques publiques dans les pays en développement, un consensus s'est établi au niveau international sur l'importance non seulement du contenu des politiques économiques mais également de la manière dont elles sont mises en œuvre. De nouveaux facteurs comme la gouvernance, l'adhésion et la participation des populations sont dorénavant placés au cœur des programmes de développement. Pendant longtemps en Afrique, les études sur ces sujets sont essentiellement restées cantonnées soit à des réflexions théoriques, soit à des analyses macro, soit enfin à des études de cas plus qualitatives. Depuis quelques années, des initiatives se sont engagées dans un vaste programme d'enquêtes auprès des ménages sur ces questions. L'objectif de ce numéro est de se saisir de ce formidable corpus de données pour explorer ce champ de recherche encore largement en friche sur le continent.

Cet appel à contribution s'adresse à un vaste spectre de spécialistes (économistes, sociologues, politologues, anthropologues, etc.), notamment africains. On peut consulter la page *Afrique Contemporaine* sur le site de l'AFD : <http://www.afd.org>. Les propositions d'articles sont à envoyer à l'adresse des trois co-éditeurs (razafindrakoto@dial.prd.fr; roubaud@dial.prd.fr; leonard.wantchekon@nyu.edu) avant le 28 février 2006 et les articles avant le 30 avril 2006.



Ce numéro a été coordonné par Clotilde Binet (Université Paris X - IRD) et Bénédicte Gastineau (IRD - LPEDE). Le prochain numéro paraîtra au cours du mois de février. Si vous souhaitez nous envoyer vos commentaires sur le numéro 12 ou des informations pour le numéro suivant, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : bipmada@yahoo.fr